



Mémoire Vive des convois  
des «45000» et des «31000»  
d'Auschwitz-Birkenau  
affiliée à la FNDIRP,  
la FMD et l'AFMD

## **Assemblée générale Projet de Motion Paris le 16 février 2019**

Notre association de déportés a une vocation mémorielle évidente autour de l'histoire des hommes et des femmes constituant les convois des 45000 et 31000, pour rappeler les causes et conséquences de la déportation, pour se prémunir de possibles recommencements. De nos jours ce combat est à nouveau de mise car les montées des populismes, des nationalismes et de l'extrême-droite au niveau mondial en Europe et en France brouillent les discours d'humanité et de paix internationales de l'après deuxième guerre mondiale.

Il est important de rappeler qu'une majorité de ces femmes et hommes s'est battue à la fois contre le fascisme mais aussi pour une société meilleure où ceux qui étaient au bas de l'échelle pouvaient aussi atteindre leur part de bonheur. Ces idées ont trouvé leur expression dans le programme du Conseil National de la Résistance, appelé aussi « Les Jours Heureux ». Il fut appliqué à la libération dans le cadre d'un gouvernement national des partis et organisations issus de la résistance, et comprenait d'ambitieuses mesures d'ordre économique, social et politique. Ainsi les nationalisations, la planification la plus large incluant tous les acteurs de l'économie, l'instauration de la sécurité sociale, le droit de vote des femmes, les comités d'établissement, l'éducation gratuite pour tous...

De même, nous commémorons le 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. C'est une avancée importante par rapport à la déclaration de 1789, car elle affirme non seulement que les hommes et les femmes naissent libres et égaux en dignité et en droits, mais ajoute la dimension des droits économiques et sociaux indispensables à la dignité humaine.

Les prémices du Programmes de la Résistance comme de la Déclaration de 1948 ont été élaborés en pleine guerre. Les concepteurs de ces avancées étaient guidés par la nécessité de défendre les droits économiques et sociaux, de combattre les inégalités, afin de combattre les idéologies fascistes, racistes et xénophobes et défendre ainsi la liberté et la démocratie.

Malheureusement le bilan aujourd'hui en est pour le moins contrasté. Si l'action de nos aînés a permis au modèle social français de se préserver de beaucoup de maux, les inégalités ont perduré, voire se sont aggravées. La précarité s'est installée pour des couches de plus en plus importantes de la population, notamment pour la jeunesse et les femmes. A l'autre bout de

l'échelle, les grands groupes favorisent la rémunération des actionnaires au détriment de l'investissement productif et des salaires, les grands patrons s'octroient des augmentations de salaires exorbitantes, fraudent les impôts, placent des sommes monumentales dans les paradis fiscaux, et il est dit ainsi que 1% de la population mondiale s'octroie 50% du patrimoine (ce qui n'est pas encore le cas en France).

La crise financière de 2008, provoquée par la soif de profits des banques, a entraîné, comme la crise de 1929, une immense catastrophe économique avec pour corollaire un tourbillon de chômage et de grande pauvreté. En France, les conséquences sociales perdurent avec près d'un million de pauvres supplémentaires, huit millions de mal emploi et la précarité qui en découle. Rappelons nous que la crise de 1929 a très fortement contribué à mener les nazis au pouvoir, et qu'aujourd'hui arrive aux États-Unis un président milliardaire qui dénonce les élites pour mieux favoriser les plus riches, déréguler les banques, et nier le changement climatique. Les politiques néo libérales, qui ne visent certes pas l'instauration de régimes d'extrême droite, peuvent y pousser par leurs conséquences sur le niveau de vie des populations, comme on l'a vu en Italie et comme cela pourrait arriver en France.

Il résulte de cela une classe moyenne désemparée que les promesses électorales non tenues ont écarté de la démocratie, et qui devient une proie facile de tous les mouvements nationalistes et d'extrême droite, ou qui se réfugie dans l'abstention comme rejet du système. C'est ainsi sur ce terreau que nous voyons renaître un antisémitisme décomplexé que nous croyions éteint, que l'on s'en prend aux lieux de mémoire, et que la violence de l'extrême droite revient en force.

S'ajoute à ces doutes, la nécessité de la transition énergétique. Notre dépendance aux combustibles fossiles est une grave menace pour le futur, à la fois parce que le changement climatique qui en résultera va créer des conditions tragiques pour des centaines de millions de personnes dans le monde qui voudront émigrer, et parce que de toute façon ces combustibles s'épuiseront un jour. Les répercussions de ces changements fondamentaux sur notre société risquent de la déstabiliser, si la charge n'en est pas équitablement répartie et expliquée, et entraîner des rejets. Les politiques de transition climatique doivent prendre en compte, en France comme ailleurs, la question sociale car la lutte contre l'injustice sociale passe par une autre conception de l'économie.

Si la mémoire de la répression vichyste et nazie, et de leurs causes, est une des grandes tâches de notre association, il faut rappeler aussi que l'on ne règlera pas les problèmes actuels et que l'on ne repoussera pas la montée des populismes et des nationalismes d'extrême droite sans rétablir un état providence et un service public fort, et de créer les conditions d'un développement économique durable, solidaire et respectueux de l'environnement, qui ne fasse pas peser sur les générations futures les conséquences des décisions ou des non décisions prises d'aujourd'hui.